

282 enfants ont dormi dehors, en Seine-Saint-Denis du 1er au 7 octobre. C'est scandaleux, une honte, qu'aucun mot ne parvienne à décrire! Faudra-t-il attendre les premiers morts de l'hiver pour que quelques âmes charitables s'émeuvent de cette situation ?

Notre département vient de connaître un nouveau «pic» de sollicitation du «115». Malgré leur dévouement et leur engagement constant, les agents d'écoutes et de prise en charge sont dans l'incapacité de traiter, ne serait-ce que la moitié des demandes quotidiennes.

Des directives arbitraires, proches de la non-assistance à personne en danger, prises par le gouvernement Fillon, ont conduit à l'explosion de cette situation, déjà extrêmement tendue. La suppression de 950 nuitées par jours en Seine-Saint-Denis depuis la fin de l'année dernière, et l'aggravation de la précarité, le chômage rendent la situation impossible. Les centres du SAMU social n'ont eu d'autres choix que de bloquer l'entrée dans les dispositifs d'hébergement d'urgence.

Comme accéder à un logement, manger est un besoin vital ! En 10 ans, le nombre de repas servi par les restos du cœur a doublé et atteint le nombre effarant de 115 millions. Le programme européen d'aide aux plus démunis (PEAD) s'est vu octroyé en novembre dernier un sursis d'application de deux ans, avant sa suppression... Il permet de distribuer les surplus de production alimentaire européens, ou une aide financière, aux associations de lutte contre la faim, et représente 70% de l'aide alimentaire distribuée en France. Face à la hausse des besoins en nourriture, quatre associations, le Secours populaire, la Croix-Rouge, les Banques alimentaires et les Restos du cœur, alertent sur la fin du PEAD. Sa mise en cause, totale ou partielle, signifierait le retour de la faim dans nos pays, alors que ce programme coûte à peine 1,30 € par an et par habitant, ou ne représente qu'1/35 000ème des richesses créées chaque année en Europe.

Derrière ces questions, émerge un combat pour la dignité humaine! La crise et les politiques d'austérité ont greffé de la misère sur des situations précaires ; des hommes, des femmes, des enfants, des familles entières sont mis au ban de notre société. France, Patrie des droits de l'Homme, engage-toi dans un sursaut fraternel et républicain contre l'exclusion sociale !

Ce sursaut passe immédiatement par un moratoire sur la fermeture des centres d'hébergement, et la réouverture des centres précédemment fermés. La construction de nouveaux lieux

Pauvreté : ne faisons pas d'économie sur la dignité humaine !

Écrit par les élus du Front de Gauche de Seine-Saint-Denis
Jeudi, 08 Novembre 2012 12:00

d'intermédiation locative et une harmonisation à l'échelle du territoire francilien de la prise en charge des personnes et des familles privées de domiciles.

Alors que la discussion du projet de loi de Finance pour 2013 va s'ouvrir à l'Assemblée nationale, NOUS, demandons solennellement, au gouvernement d'ouvrir de nouvelles lignes de crédits pour résoudre les problèmes d'hébergement d'urgence, renforcer l'aide alimentaire et d'œuvrer à la création d'un nouveau programme d'aide européen aux plus démunis. Malgré la cure d'austérité, ne faisons pas d'économie sur la dignité humaine !

Premiers signataires : **Marie-George Buffet** (députée), **Eliane Assassi** (sénatrice, présidente du groupe CRC au sénat),

Hervé Bramy

(conseiller général),

François Asensi

(député-maire),

Bally Bagayoko

(vice-président du CG 93),

Pascal Beaudet

(conseiller général),

Michel Beaumale

(maire de Stains),

Belaïde Bedreddine

(conseiller général),

Josiane Bernard

(vice-présidente du CG 93),

Patrice Bessac

(conseiller régional IDF),

Patrick Braouezec

(président de Pleine commune),

Gilles Garnier

(conseiller général),

Florence Haye

(conseillère générale),

Carinne Juste

(maire de Villetaneuse),

Jean-Jacques Karman

(conseiller général),

Djénéba Keita

(conseillère régionale IDF),

Pierre Laporte

(vice-président du CG93),

Patrick le Hyaric

Pauvreté : ne faisons pas d'économie sur la dignité humaine !

Écrit par les élus du Front de Gauche de Seine-Saint-Denis
Jeudi, 08 Novembre 2012 12:00

(député européen)

Didier Mignot

(maire du Blanc-Mesnil),

Jean-Charles Nègre

(vice-président du CG93),

Didier Paillard

(maire de Saint-Denis)

Catherine Peyge

(maire de Bobigny),

Gilles Poux

(maire de La Courneuve),

Nelly Rolland-Iriberry

(maire de Villepinte),

Abdel Sadi

(conseiller général),

Azzedine Taïbi

(vice-président CG93),

Henriette Zoughebi

(vice-présidente conseil régional d'IDF)